

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722 av de Colmar  
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 25/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LHOIST FRANCE OUEST**

15 rue Henri Dagallier  
38100 Grenoble

Références : PV/SM/UbD24-47/2025/173  
Code AIOT : 0005202289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté Usine 230 Route de Lavaur lieu-dit Le Martinet 47500 Sauveterre-la-Lémance. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de contrôle visant notamment les réductions des prélèvements en eau selon les niveaux de gravité de sécheresse atteints.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LHOIST FRANCE OUEST
- Usine 230 Route de Lavaur lieu-dit Le Martinet 47500 Sauveterre-la-Lémance
- Code AIOT : 0005202289

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lhoist Ouest France est autorisée à exploiter une usine de production de chaux à partir des matériaux extraits dans la carrière voisine. Le four fonctionne à partir de biomasse stockée dans deux silos. L'installation est concernée par la directive IED.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Propreté	Arrêté Préfectoral du 20/01/2000, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
11	Bassins	Arrêté Préfectoral du 20/01/2000, article 24	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet
6	Prescriptions sécheresses – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	Sans objet
7	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Sans objet
9	Point de contrôle GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant démontre une réduction de ses prélèvements de plus de 20% depuis le 1er janvier

2018. Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, il est exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau.

La visite du site donne lieu à deux constats de non-conformité :

- accumulation de poussière autour de convoyeurs extérieurs ;
- réduction du volume d'un bassin par accumulation de boue, laquelle est susceptible d'affecter ses capacités de rétention et d'épuration des eaux.

Les éléments de mise en conformité détaillés dans les fiches de constats sont attendus sous un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant prélève en moyenne annuelle des six dernières années 49 314 m <sup>3</sup> d'eau, dans le cours d'eau Lémance et le réseau d'adduction d'eau potable.  L'exploitant est donc soumis au dispositif de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre du 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prescriptions sécheresses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 [<i>réduction de prélèvement</i>] :</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance le bilan de ses prélèvements depuis le 1er janvier 2019 - il n'est pas en mesure de présenter les données de l'année 2018. Par modification du cycle de lavage des camions avant sortie de site, le prélèvement passe d'environ 49000 m<sup>3</sup> en 2021 à environ 36000 m<sup>3</sup> en 2022 (le cycle, d'une durée de 10 min, a été réduit à 3 min). L'exploitant déclare que cette modification n'affecte pas les performances du lavage. Aucune accumulation de poussière ou de boue n'est constatée sur la route d'accès au site.</p> <p>La moyenne des prélèvements des six dernières années est de 49 314 m<sup>3</sup>.</p> <p>A la fin du mois de juin 2025, la mesure des prélèvements est de 16 238 m<sup>3</sup> ; l'exploitant projette des prélèvements totaux pour l'année 2025 d'environ 34000 m<sup>3</sup>.</p> <p>La réduction des prélèvements par rapport à la moyenne des 6 dernières dépasse 20 % (selon la</p>

projection 2025, elle atteindrait 34 %). Cette réduction n'est pas liée à une baisse d'activité.

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique (PSH), lequel compile les actions de réductions.

L'inspecteur invite l'exploitant à distinguer prélèvement et consommation. En effet, les eaux rejetées dans le milieu d'où elles ont été prélevées ne sont pas consommées.

L'exploitant est donc exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau au titre du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Prescriptions sécheresses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique

**Prescription contrôlée :**

L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas sollicité de demande d'exemption préfectorale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Prescriptions sécheresses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de restrictions

**Prescription contrôlée :**

Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes:

- vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;
- alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;
- alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;
- crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

**Constats :**

L'exploitant est exempté des réductions de prélèvement prévues en fonction des niveaux de gravité de la sécheresse.

Aucun seuil de gravité n'a été franchi pour le cours d'eau la Lémance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prescriptions sécheresses – délais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délais d'application des restrictions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est exempté des mesures de réduction. Aucun seuil de gravité sécheresse n'a été atteint pour le cours d'eau la Lémance.</p> <p>L'inspecteur invite l'exploitant à établir un état des lieux précis des consommations, et lui rappelle que "si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er" de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Cette distinction prélèvement/consommation est à prendre en compte également dans le suivi des prélèvements annuels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Volumes prélevés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise n'ont pas été en vigueur en 2023, 2024 et 2025.</p> <p>L'inspecteur informe l'exploitant que depuis l'été 2024, et dans le cas où les niveaux de gravité</p>

d'alerte renforcée ou de crise sont atteints, les déclarations hebdomadaires sont à réaliser via GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Documents inspection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Documents consultables

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance l'état des lieux de ces prélèvements et rejets. Ils correspondent aux éléments connus de l'inspection.

Il a aussi précisé la liste des actions d'amélioration qui ont permis de réduire les volumes prélevés depuis le 1er janvier 2019.

L'exploitant a justifié la réduction de prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2019.



L'exploitant a précisé qu'il avait mis en place une procédure de sensibilisation auprès du personnel. Celle-ci a été transmise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Point de contrôle GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</p> <p>[...]</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la déclaration GERE 2025 pour 2024, qui indique un prélèvement de 33246 m<sup>3</sup> dans la Lémance.</p> <p>Le prélèvement dans le réseau d'adduction d'eau potable n'atteint pas le seuil de déclaration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2000, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site présente d'importantes accumulations de poussières, notamment aux abords des convoyeurs, sur les convoyeurs eux-mêmes ainsi que sur les équipements et bâtiments à proximité. La circulation autour desdits équipements en est gênée voire rendue impossible, en particulier sur les passerelles et plateforme de maintenance.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 57 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2000.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>L'exploitant justifie le nettoyage, et établit une procédure de prévention et résorption des amas de poussière.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifie les démarches entreprises pour la réalisation du nettoyage (devis, contrat, calendrier...) et propose à l'inspection des installations classées un délai pour sa finalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2000, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de surface
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement, et autres surfaces imperméables, est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockages, etc., un réseau de collecte des eaux pluviales doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un des bassins de décantation présente une accumulation de boue affectant son volume disponible et susceptible d'affecter ses fonctions d'épuration.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2000.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit nettoyer ses bassins de décantations et les maintenir en bon état de fonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois